

21 janvier 2016

ACTION 21 JANVIER 2016 : Une CGT avec les salariés

Forte mobilisation des salariés des IEG contre la fermeture d'usines, de services aux usagers, d'un plan social de grande ampleur

C'est dans un contexte économique et social dur avec une répression syndicale forte sans précédent que les salariés du champ de l'énergie se sont mobilisés.

En effet, au lieu de combattre le chômage et la réindustrialisation du pays, gouvernement et patronat laissent s'installer ce climat de répression au prétexte de l'état d'urgence.

Pour preuve ce matin, les agents actifs et inactifs étaient accueillis au siège de GrDF par les CRS et non par les Directions.

C'est dans ce sens que les salariés de DALKIA étaient rassemblés ce matin à 8h00 à la Défense pour exiger la réintégration de leur représentant syndical, tout en portant leurs revendications sur salaires et emplois.

"Même pas peur" ! Face à cela, les salariés de l'énergie continuent à se mobiliser pour :

- Les emplois liés aux projets industriels hypothéquant l'avenir des entreprises du secteur énergétique
- L'amélioration de leurs garanties collectives et du Statut des IEG
- Leur pouvoir d'achat (salaires, pensions et 1 % des activités sociales)

Tout ceci permettra de reconstruire un véritable service public face aux effets néfastes de la déréglementation et de la privatisation du secteur.

Dès mercredi soir, les hydrauliciens et thermiciens enclenchaient le mouvement avec une chute de production à 19h00 de 5 000 MW jusqu'au matin avec 11 500 MW de baisse cumulés avec le nucléaire.

Le constat est net, l'élargissement de l'action avec l'implication des agents actifs et inactifs de l'ensemble des entreprises du secteur de l'énergie (SNET, SHEMA...).

Sur tous les lieux de rassemblement, on constate la participation active de jeunes agents.

Des milliers de salariés actifs et inactifs sont descendus dans la rue pour exprimer leurs revendications (1 500 à Lyon, 850 à Orléans, 200 à Toulouse, à Rouen, à Béziers, à Bayet...) ; occupation de postes à RTE, à la Distribution, coupures de lignes 63 KV et 90 KV, blocages de sites, délégations auprès des Directions et

Préfectures).

A Limoges, 400 agents étaient rassemblés et de multiples coupures ont eu lieu pour démontrer aux usagers les conséquences de la dégradation du service public de l'énergie.

Déterminés, les salariés en lutte ont engagé une démarche envers les populations pour les informer de la situation et de l'augmentation des tarifs de l'électricité et du gaz : la privatisation de l'énergie.

La CGT s'engage avec les salariés à élargir et poursuivre le mouvement afin que les pouvoirs publics et employeurs répondent aux revendications locales et nationales.

[Voir la vidéo](#)